université de TOURS | Faculté de pharmacie Philippe-Maupas

Année universitaire
.... / ....

CONVENTION DE STAGE

STAGE RECHERCHE OU STAGE EN ENTREPRISE (rayer la mention inutile)

■ L'ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Nom : Université François-Rabelais

Adresse : 60, rue du Plat d'Etain – BP 12050 – 37020 TOURS CEDEX 1

☎ : 02.47.36.66.00

Représenté par : Philippe VENDRIX, en qualité de Président.

Composante : FACULTE DE PHARMACIE "PHILIPPE-MAUPAS"
31 avenue Monge - 37200 TOURS
☎ : 02.47. 36.71.97 (Responsable M. Marchais)

CONVENTION(S) DE STAGE A RETOURNER A LA COMPOSANTE :
FACULTE DE PHARMACIE "PHILIPPE-MAUPAS"
Service de la Scolarité
31 avenue Monge
37200 TOURS

■ L'ORGANISME D'ACCUEIL

Nom : _____

Adresse :_____

_____

Représenté par *(Nom du signataire de la convention)* :_____

En qualité de : _____

Service dans lequel le stage sera effectué : _____

☎ : |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___| - Mél : _____

Mél : _____

Lieu du stage *(si différent de l'adresse de l'organisme)* : _____

_____

■ LE STAGIAIRE

Nom : _____ Prénom : _____

Sexe : ❑ F ❑ M - Né(e) le |__|__| / |__|__| / |__|__|__|__| - N° Etudiant |__|__|__|__|__|__|__|__|

Adresse : _____

_____

☎ : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__| Mél : _____

Intitulé de la formation ou du cursus suivi dans l'établissement d'enseignement supérieur :

_____

▸ **SUJET DE STAGE :** _____

_____

_____

▸ **DATES DE STAGE :** Du :_____ au _____

▸ REPRESENTANT UNE **DUREE TOTALE** DE **:** |__|__|__|*(Nombre d'heures ou Semaines ou Mois)*[1]

Et correspondant à |__|__|__|jours de présence effective dans l'organisme d'accueil.

Répartition si présence discontinue : |__|__|nombre d'heures par semaine ou nombre d'heures par jour[1]

Commentaire : _____

_____

_____

Encadrement du stagiaire par l'établissement d'enseignement supérieur	**Encadrement du stagiaire par l'organisme d'accueil**
ENSEIGNANT-REFERENT	**TUTEUR D'ACCUEIL**
Nom : _____	Nom : _____
Prénom : _____	Prénom : _____
Fonction *(ou discipline)*: _____	Fonction : _____
_____	_____
☎ : |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|	☎ : |___|___|___|___|___|___|___|___|___|___|
Mél : _____	Mél : _____

Caisse primaire d'assurances maladie à contacter en cas d'accident :

_____

Adresse de la CPAM correspondant au lieu de domicile de l'étudiant sauf exception

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention règle les rapports de l'organisme d'accueil avec l'établissement d'enseignement et le stagiaire.

Article 2 : Objectif du stage
Le stage correspond à une période temporaire de mise en situation en milieu professionnel au cours de laquelle l'étudiant.e acquiert des compétences professionnelles et met en œuvre les acquis de sa formation en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'une certification et de favoriser son insertion professionnelle. Le stagiaire se voit confier une ou des missions conformes au projet pédagogique défini par son établissement d'enseignement et approuvées par l'organisme d'accueil.
Le programme est établi par l'établissement d'enseignement et l'organisme d'accueil en fonction du programme général de la formation dispensée.

Activités confiées : _____

_____

_____

_____

_____

Compétences à acquérir ou développer :_____

_____

_____

_____

Article 3 : Modalités de déroulement du stage

La durée hebdomadaire maximale de présence du stagiaire dans l'organisme d'accueil sera de |___|___|___| heures sur la base d'un temps complet/temps partiel❶.

Si le stagiaire doit être présent dans l'organisme d'accueil la nuit, le dimanche ou un jour férié, l'organisme doit cocher les cas particuliers : ❒ La nuit ❒ Le dimanche ❒ Un jour férié

Horaires de travail : De |__|__| H |__|__| à |__|__|H |__|__| et de |__|__| H |__|__| à |__|__|H |__|__|❷

❷ ***Si jours et horaires non fixes, joindre le calendrier de présence de l'étudiant dans l'organisme d'accueil***

Article 4 : Accueil et encadrement du stagiaire

Le stagiaire est suivi par l'enseignant référent désigné dans la présente convention ainsi que par le service de l'établissement en charge des stages.

Le tuteur de stage désigné par l'organisme d'accueil dans la présente convention est chargé d'assurer le suivi du stagiaire et d'optimiser les conditions de réalisation du stage conformément aux stipulations pédagogiques définies.

Le stagiaire est autorisé à revenir dans son établissement d'enseignement pendant la durée du stage pour y suivre des cours demandés explicitement par le programme, ou pour participer à des réunions ; les dates sont portées à la connaissance de l'organisme d'accueil par l'établissement.

L'organisme d'accueil peut autoriser le stagiaire à se déplacer.

Toute difficulté survenue pendant la réalisation et le déroulement du stage, qu'elle soit constatée par le stagiaire ou par le tuteur de stage, doit être portée à la connaissance de l'enseignant-référent et de l'établissement d'enseignement afin d'être résolue au plus vite.

Modalités d'encadrement *(visites, rendez-vous téléphoniques, …)*: _____

_____

_____

_____

Article 5 : Gratification - Avantages

En France, lorsque la durée du stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, celui-ci fait obligatoirement l'objet d'une gratification, sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises et pour les stages relevant de l'article L438-1 du code de la santé publique.

Le montant horaire de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L241-3 du code de la sécurité sociale. Une convention de branche ou un accord professionnel peut définir un montant supérieur à ce taux.

La gratification due par un organisme de droit public ne peut être cumulée avec une rémunération versée par ce même organisme au cours de la période concernée.

La gratification est due sans préjudice du remboursement des frais engagés par le stagiaire pour effectuer son stage et des avantages offerts, le cas échéant, pour la restauration, l'hébergement et le transport.
L'organisme peut décider de verser une gratification pour les stages dont la durée est inférieure ou égale à deux mois.
En cas de suspension ou de résiliation de la présente convention, le montant de la gratification due au stagiaire est proratisé en fonction de la durée du stage effectué.
La durée donnant droit à gratification, s'apprécie compte tenu de la présente convention et de ses avenants éventuels, ainsi que du nombre de jours de présence effective du/de la stagiaire.
La gratification est obligatoire à partir de la 309ème heure effective de présence du stagiaire dans l'organisme.

Le montant de la gratification est fixé à : _____ euros par heure/jour/mois❶

Article 5bis : Accès aux droits des salariés – Avantages ***(Organisme de droit privé en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises)***
Le stagiaire bénéficie des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés.
Le stagiaire a accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurants prévus à l'article L.3262-1 du code du travail, dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil. Il bénéficie également de la prise en charge des frais de transport prévue à l'article L.3261-2 du même code.
Le stagiaire accède aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L.2323-83 du code du travail dans les mêmes conditions que les salariés.

Autres avantages accordés : _____

_____

Article 5ter – Accès aux droits des agents – Avantages *(Organisme de droit public en France sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises)*
Les trajets effectués par le stagiaire d'un organisme de droit public entre leur domicile et leur lieu de stage sont pris en charge dans les conditions fixées par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.
Le stagiaire accueilli dans un organisme de droit public qui effectue une mission dans ce cadre bénéficie de la prise en charge de ses frais de déplacement temporaire selon la réglementation en vigueur.
Est considéré comme sa résidence administrative le lieu du stage indiqué dans la présente convention.

Autres avantages accordés : _____

_____

Article 6 – Régime de protection sociale
Pendant la durée du stage, le stagiaire reste affilié à son régime de sécurité sociale antérieur.
Les stages effectués à l'étranger sont signalés, préalablement au départ du stagiaire, à la sécurité sociale lorsque celle-ci le demande.
Pour les stages à l'étranger, les dispositions suivantes sont applicables sous réserve de conformité avec la législation du pays d'accueil et de celle régissant le type d'organisme d'accueil.

6-1 Gratification d'un montant maximum de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale
Dans ce cas, conformément à la législation en vigueur, la gratification de stage n'est pas soumise à cotisation sociale.
L'étudiant(e) continue à bénéficier de la législation sur les accidents de travail au titre de l'article L 412-8-2 du code de la Sécurité Sociale, régime étudiant.
En cas d'accident survenant à l'étudiant(e), soit au cours des travaux dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur les lieux rendus utiles pour les besoins de son stage *et pour les étudiant(e)s en médecine, en chirurgie dentaire ou en pharmacie qui n'ont pas un statut hospitalier, du stage hospitalier effectué dans les conditions prévues au b du 2o de l'article L. 412-8*, **l'organisme d'accueil envoie la déclaration à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie** *(voir adresse en page 2)* en mentionnant l'établissement comme employeur, **avec copie à l'établissement d'enseignement.**

6.2 Gratification supérieure au produit de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale par le nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré :
Les cotisations sociales sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 15% du plafond horaire de la Sécurité Sociale.

L'étudiant.e bénéficie de la couverture légale en application des dispositions des articles L 411-1 et suivants du code de la Sécurité Sociale. En cas d'accident survenant à l'étudiant.e, soit au cours des travaux dans l'organisme, soit au cours du trajet, soit sur des lieux rendus utiles pour les besoins de son stage, l'organisme d'accueil effectue toutes les démarches nécessaires auprès de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et informe l'établissement dans les meilleurs délais.

6.3 Protection Maladie du stagiaire à l'étranger :

1) Protection issue du régime étudiant français

- Pour les stages au sein de l'Espace Economique Européen (EEE) effectués par des ressortissants d'un Etat de l'Union Européenne , ou de la Norvège, de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Suisse ou encore de tout autre Etat (dans ce dernier cas cette disposition n'est pas applicable pour un stage au Danemark, Norvège, Islande, Liechtenstein ou Suisse), l'étudiant doit demander la Carte Européenne d'Assurance Maladie (CEAM) ;

- Pour les stages effectués au Québec par les étudiants de nationalité française, l'étudiant.e doit demander le formulaire SE401Q *(104 pour les stages en entreprises, 106 pour les stages en université)* ;

- Dans tous les autres cas les étudiants qui engagent des frais de santé peuvent être remboursés auprès de la mutuelle qui leur tient lieu de Caisse de Sécurité Sociale étudiante, au retour et sur présentation des justificatifs : le remboursement s'effectue alors sur la base des tarifs de soins français.
Des écarts importants peuvent exister entre les frais engagés et les tarifs français base du remboursement. Il est donc fortement conseillé aux étudiants de souscrire une assurance maladie complémentaire spécifique, valable pour le pays et la durée du stage, auprès de l'organisme d'assurance de son choix (mutuelle étudiante, mutuelle des parents, compagnie privée ad hoc…) ou, éventuellement et après vérification de l'étendue des garanties proposées, auprès de l'organisme d'accueil si celui-ci fournit au stagiaire une couverture maladie en vertu du droit local (voir 2e ci-dessous).

2) Protection sociale issue de l'organisme d'accueil
En cochant la case appropriée, l'organisme d'accueil indique ci-après s'il fournit une protection maladie au stagiaire, en vertu du droit local :

❑ OUI : cette protection s'ajoute au maintien, à l'étranger, des droits issus du droit français.

❑ NON : la protection découle alors exclusivement du maintien, à l'étranger, des droits issus du régime français étudiant).

Si aucune case n'est cochée, le 6.3-1 s'applique.

6.4 Protection Accident du Travail du stagiaire à l'étranger :

1) Pour pouvoir bénéficier de la législation française sur la couverture accident de travail, le présent stage doit :

• Etre d'une durée au plus égale à 6 mois, prolongations incluses ;

• Ne donner lieu à aucune rémunération susceptible d'ouvrir des droits à une protection accident de travail dans le pays d'accueil ; une indemnité ou gratification est admise à hauteur de 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale (cf. point 5) et sous réserve de l'accord de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sur la demande de maintien de droit ;

• Se dérouler exclusivement dans l'organisme signataire de la présente convention ;

• Se dérouler exclusivement dans le pays étranger cité.

Lorsque les conditions ne sont pas remplies, l'organisme d'accueil s'engage à cotiser pour la protection du stagiaire et à faire les déclarations nécessaires en cas d'accident de travail.

2) La déclaration des accidents de travail incombe à l'établissement qui doit être informé par l'organisme d'accueil par écrit dans un délai de 48 heures.

3) La couverture concerne les accidents survenus :

• Dans l'enceinte du lieu du stage et aux heures de stage.

• Sur le trajet aller-retour habituel entre la résidence du stagiaire sur le territoire étranger et le lieu du stage.

• Dans le cadre d'une mission confiée par l'organisme d'accueil du stagiaire et obligatoirement par ordre de mission,

• Lors du premier trajet pour se rendre depuis son domicile sur le lieu de sa résidence durant le stage (déplacement à la date de début du stage),

• Lors du dernier trajet de retour depuis sa résidence durant le stage à son domicile personnel.

4) Pour le cas où l'une seule des conditions prévues au point 6.4 1 n'est pas remplie, l'organisme d'accueil s'engage par la présente convention à couvrir la/le stagiaire contre le risque d'accident de travail, de trajet et les maladies professionnelles et à en assurer toutes les déclarations nécessaires.

5) Dans tous les cas :

• Si l'étudiant(e) est victime d'un accident du travail durant le stage, l'organisme d'accueil doit impérativement signaler immédiatement cet accident à l'établissement d'enseignement.

• Si l'étudiant(e) remplit des missions limitées en-dehors de l'organisme d'accueil ou en en-dehors du pays du stage, l'organisme d'accueil doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour lui fournir les assurances appropriées.

Article 7 – Responsabilité et assurance
L'organisme d'accueil et le stagiaire déclarent être garantis au titre de la responsabilité civile.
Pour les stages à l'étranger ou outremer, le stagiaire s'engage à souscrire un contrat d'assistance (rapatriement sanitaire, assistance juridique, …) et un contrat d'assurance individuel accident.
Lorsque l'organisme d'accueil met un véhicule à la disposition du stagiaire, il lui incombe de vérifier préalablement que la police d'assurance du véhicule couvre son utilisation par un étudiant.
Lorsque dans le cadre de son stage, l'étudiant utilise son propre véhicule ou un véhicule prêté par un tiers, il déclare expressément à l'assureur dudit véhicule et, le cas échéant, s'acquitte de la prime y afférente.

Article 8 – Discipline
Le stagiaire est soumis à la discipline et aux clauses du règlement intérieur qui lui sont applicables et qui sont portées à sa connaissance avant le début du stage, notamment en ce qui concerne les horaires et les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans l'organisme d'accueil.
Toute sanction disciplinaire ne peut être décidée que par l'établissement d'enseignement. Dans ce cas, l'organisme d'accueil informe l'enseignant référent et l'établissement des manquements et fournit éventuellement les éléments constitutifs.
En cas de manquements particulièrement grave à la discipline, l'organisme d'accueil se réserve le droit de mettre fin au stage tout en respectant les dispositions fixées à l'article 9 de la présente convention.

Article 9 – Congés – Interruption du stage
En France *(sauf en cas de règles particulières applicables dans certaines collectivités d'outre-mer françaises ou dans les organismes de droit public)*, en cas de grossesse, de paternité ou d'adoption, le stagiaire bénéficie de congés et d'autorisations d'absence d'une durée équivalente, à celle prévues pour les salariés aux articles L.1225-6 à L.1225-28, L.1225-35, L1225-37, L.1225-46 du code du travail.
Pour les stages dont la durée est supérieure à deux mois dans la limite de la durée maximale de 6 mois, des congés ou autorisations d'absence sont possibles.

Nombre de jours de congés autorisés : |___|___|

Ou modalités des congés et autorisations d'absence durant le stage : _____

_____

Pour toute autre interruption temporaire du stage *(maladie, absence injustifiée,…)* l'organisme d'accueil avertit l'établissement d'enseignement par courrier.
Toute interruption du stage, est signalée aux autres parties de la convention et à l'enseignant référent.
Une modalité de validation est mise en place le cas échéant par l'établissement.
En cas d'accord des parties à la convention, un report de la fin du stage est possible afin de permettre la réalisation de la durée totale du stage prévue initialement. Ce report fera l'objet d'un avenant à la convention de stage.
Un avenant à la convention pourra être établi en cas prolongation du stage sur demande conjointe de l'organisme d'accueil et du stagiaire, dans le respect de la durée maximale du stage fixée par la loi (6 mois).
En cas de volonté d'une des trois parties *(organisme d'accueil, stagiaire, établissement d'enseignement)* d'arrêter le stage, celle-ci doit immédiatement en informer les deux autres parties par écrit. Les raisons invoquées seront

examinées en étroite concertation. La décision définitive d'arrêt du stage ne sera prise qu'à l'issue de cette phase de concertation.

Article 10 – Devoir et réserve de confidentialité
Le devoir de réserve est de rigueur absolue et apprécié par l'organisme d'accueil compte-tenu de ses spécificités. Le stagiaire prend donc l'engagement de n'utiliser en aucun cas les informations recueillies ou obtenues par eux pour en faire publication, communication à des tiers sans accord préalable de l'organisme d'accueil, y compris le rapport de stage.
Cet engagement vaut non seulement pour la durée du stage mais également après son expiration. Le stagiaire s'engage à ne conserver, emporter ou prendre copie d'aucun document ou logiciel, de quelque nature que ce soit, appartenant à l'organisme d'accueil, sauf accord de ce dernier.
Dans le cadre de la confidentialité des informations contenues dans le rapport de stage, l'organisme d'accueil peut demander une restriction de la diffusion du rapport, voire le retrait de certains éléments confidentiels.
Les personnes amenées à en connaître sont contraintes par le secret professionnel qu'à n'utiliser ni ne divulguer les informations du rapport.

Article 11 – Propriété intellectuelle
Conformément au code de la propriété intellectuelle, dans le cas où les activités du stagiaire donnent lieu à la création d'une œuvre protégée par le droit d'auteur ou la propriété industrielle (y compris un logiciel), si l'organisme d'accueil souhaite l'utiliser et que le stagiaire en est d'accord , un contrat devra être signé entre le stagiaire (auteur) et l'organisme d'accueil.
Le contrat devra alors notamment préciser l'étendue des droits cédés, l'éventuelle exclusivité, la destination, les supports utilisés et la durée de la cession, ainsi que, le cas échéant, le montant de la rémunération due au stagiaire au titre de la cession. Cette clause s'applique quel que soit le statut de l'organisme d'accueil.

Article 12 – Fin de stage – Rapport – Evaluation

1) Attestation de stage
A l'issue du stage, l'organisme d'accueil délivre une attestation dont le modèle figure en annexe, mentionnant au minimum la durée effective du stage et, le cas échéant, le montant de la gratification perçue. Le stagiaire devra produire cette attestation à l'appui de sa demande éventuelle d'ouverture de droits au régime général d'assurance vieillesse prévue à l'article L351-17 du code de la sécurité sociale. ;

2) Qualité du stage
A l'issue du stage, les parties à la présente convention sont invitées à formuler une appréciation sur la qualité du stage.
Le stagiaire transmet au service compétent de l'établissement d'enseignement une fiche dans laquelle il évalue la qualité de l'accueil dont il a bénéficié au sein de l'organisme d'accueil. Ce document n'est pas pris en compte dans son évaluation ou dans l'obtention du diplôme ou de la certification.

3) Evaluation de l'activité du stagiaire
A l'issue du stage, l'organisme d'accueil renseigne une fiche d'évaluation de l'activité du stagiaire qu'il retourne à l'enseignant-référent du stage.

4) Modalités d'évaluation pédagogiques
Le stagiaire doit préciser la nature du travail à fournir pour l'évaluation de son stage (rapport,…) :

❑ Rapport de stage ❑ Soutenance ❑ Autres : _____

Nombre d'ECTS *(le cas échéant)* : _____

5) Le tuteur de l'organisme d'accueil ou tout membre de l'organisme appelé à se rendre dans l'établissement d'enseignement dans le cadre de la préparation, du déroulement et de la validation du stage ne peut prétendre à une quelconque prise en charge ou indemnisation de la part de l'établissement d'enseignement.

Article 13 – Droit applicable – Tribunaux compétents
La présente convention est régie exclusivement par le droit français.
Tout litige non résolu par voie amiable sera soumis à la compétence de la juridiction française compétente.

Fait à TOURS le,

<table>
<tr><th colspan="2">Signature des parties de la convention</th></tr>
<tr><th>Pour l'organisme d'accueil</th><th>Pour l'Université</th></tr>
<tr><td>Nom et signature du représentant</td><td>Pour le Président de l'université et par délégation,
Nom et signature du représentant</td></tr>
<tr><td colspan="2">Le stagiaire (Signature du représentant légal si l'étudiant est mineur)
Nom et signature</td></tr>
<tr><th colspan="2">Signature des encadrants du stagiaire</th></tr>
<tr><td>Le tuteur de stage
Nom et signature</td><td>L'enseignant référent du stagiaire
Nom et signature</td></tr>
</table>

Cette convention sera établie en **<u>3 exemplaires originaux</u>** *(un exemplaire par partie signataire).*
Elle sera accompagnée des annexes suivantes :

- Annexe 1 : Attestation de stage ;
- Annexe 2 : Fiche « Qualité du stage »,
- Annexe 3 : Fiche « Evaluation de l'activité du stagiaire »,
- Annexe 4 : Fiche « Stage à l'étranger ». Cette annexe devra être complétée par l'université.

L'exemplaire remis à l'établissement pour signature de son représentant devra être OBLIGATOIREMENT accompagné :

- D'une attestation justifiant la couverture responsabilité civile de l'étudiant pendant son stage,
- Le cas échéant, d'un calendrier de présence de l'étudiant dans l'organisme d'accueil,
- En cas de stage à l'étranger ou en outre-mer : d'un justificatif du contrat d'assistance et contrat assurance individuelle accident (Cf. article 7).

❶ Rayer la mention inutile